

pour refouler la Russie vers ses anciennes frontières !  
Que l'Europe donc fasse nettement connaître sa volonté à la Russie, et pose des conditions que le cabinet de St-Petersbourg devra accepter ou refuser, sans alternatives comme sans ambages !  
Si la réponse est négative, que la France avec quelques nations amies, prenne les devants. Son épée, triomphante dans l'autre hémisphère, se dévouera de nouveau à la défense noble cause ! Ce sera une nouvelle croisade ; l'Occident se mesurera encore avec l'Orient, ce sera la croisade de la civilisation contre la barbarie ! — Delamarre. (Patrie.)

### Pologne.

Le Drapeau libre, journal clandestin paraissant à Vilna, publie, à la date du 9 juin, le décret suivant du comité directeur des provinces de Lithuanie :

« Considérant que dans ce but, il emploie les armes les plus viles, en faisant une propagande qui doit aboutir à un bouleversement social, qu'il répand les nouvelles les plus fausses à l'aide desquelles il s'efforce d'intimider les esprits et d'ébranler l'opinion publique ;  
« Considérant que dans ce but, il choisit pour fonctionnaires des hommes sans honneur et sans foi, et qu'il emploie des agents secrets et des espions.

« Considérant que l'impunité encourage ces hommes à commettre des crimes de plus en plus épouvantables ; que, par conséquent, le plus grand danger menace, de ce côté, la cause nationale, le comité directeur des provinces de Lithuanie a décrété ce qui suit :

« Art. 1<sup>er</sup>. A partir d'aujourd'hui, un conseil de sûreté veillera constamment sur les actes des fonctionnaires, des agents de la Russie, ainsi que toutes les personnes suspectes et qui désobéissent à l'autorité nationale.

« Art. 2. Le conseil de sûreté jugera d'après toute la sévérité des lois martiales les personnes reconnues pour nuire à la cause nationale.

« Art. 3. Les sentences du conseil de sûreté seront publiées dans les journaux du gouvernement national.

« Art. 4. Les autorités nationales civiles et militaires sont invitées à mettre immédiatement à exécution les sentences du conseil de sûreté.

« Fait à Vilna, le 25 mai 1863. »

Le grand-duc Constantin a donné l'ordre aux chefs de détachements de fusiller les insurgés lorsqu'ils le jugeront convenable.

On écrit de Varsovie, 13 juin, au Journal de Posen :

« Les Polonais ont récemment obtenu deux avantages signalés sur les Russes, l'un à Sempolno, dans le Gouvernement de Kalisz, l'autre à Chewiska, dans le palatinat de Radom.

« Mourawiew continue en Lithuanie le cours de ses tristes exploits. Il fusille, brûle avec un véritable acharnement. Pour empêcher la population d'aller vénérer la sépulture des nouveaux martyrs, il a fait couvrir d'immondices la terre qui recouvre les corps de ces dernières victimes. Les prêtres exécutés à Vilna n'ont pas été dépeuillés préalablement de leurs insignes sacerdotaux, et il en a été de même à Varsovie pour l'abbé Konarski. »

On lit dans le Czas, du 13 juin :

« Toutes les forces disponibles de la Russie sont employées pour étouffer l'insurrection polonoise. Une armée de plus de 220,000 soldats, divisée en petits corps opère en ce moment sur le vaste territoire qui s'étend de la mer Baltique au Dnieper inférieur et depuis la Wartha jusqu'à la Dwina, sans que l'insurrection ait beau-

coup perdu de son intensité. Il semble au contraire que les cruels procédés de nos ennemis aient fait sortir de leur réserve les plus indifférents et multipliés ainsi les défenseurs de notre juste cause. Devant les événements actuels on ne sait de quoi il faut s'étonner le plus, de l'héroïsme d'une poignée d'insurgés mal armés, sans instruction militaire, sans moyens assurés de subsistance, sans stratégie et enfin sans défense contre les cruautés d'une soldatesque surexcitée et supérieure en nombre, ou bien de l'impudence d'un Etat qui, après avoir été le cauchemar de l'Europe, se voit réduit aux moyens les plus barbares pour en finir avec le mal terrible qui détruit au dedans et le compromet au dehors. »

### Prusse.

On écrit de Berlin, 16 juin :

« Il est impossible d'enregistrer tous les avertissements donnés aux journaux libéraux et qui remplissent journellement nos feuilles publiques en y prenant la place qu'il n'est pas permis aux rédacteurs d'employer plus utilement. On aurait de la peine également à énumérer tous les conseils communaux et toutes les réunions d'électeurs qui votent des résolutions en faveur des députés qui rentrent chez eux et des protestations contre l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin. L'opposition et l'indignation du pays est unanime.

« Le ministre de l'intérieur a adressé aux présidents de régences une circulaire sur l'application de l'ordonnance sur la presse. D'après ces instructions il y a lieu de frapper d'avertissement tout journal publiant des nouvelles sur ce qui se passe au sein de la famille royale. Il sera également défendu de publier le compte-rendu des réunions qui se sont occupées des adresses ou des pétitions dirigées contre le ministère actuel, et de critiquer les mesures du gouvernement, notamment l'ordonnance sur la presse comme étant illégales ou inconstitutionnelles. »

### Mexique.

La Tribune publie une lettre émanant de son correspondant à Washington, qui est comme une confirmation officielle donnée par la légation mexicaine elle-même à la chute de Puebla.

Voici la traduction de cette correspondance :

« Washington, jeudi, 4 juin 1863.

« Je suis informé que les dépêches transmises par les consuls étrangers de Vera-Cruz aux légations étrangères de cette ville confirment pleinement la nouvelle de la prise de Puebla, et jettent un nouveau jour sur les circonstances qui, aux yeux de certaines personnes, tendaient à la faire révoquer en doute.

« La reddition de la ville sans qu'un seul coup de canon ait été tiré des principaux forts, ceux de Guadalupe et de Loreto, excite une profonde surprise parmi ceux qui ne comprennent pas comment une ville peut être réduite tandis que sa citadelle reste intacte. Voici l'explication que j'ai entendu donner de ce fait. Le général Forey ayant choisi pour son point d'attaque la partie de la ville qui se trouve dans la direction opposée aux fortifications, a obligé le général Ortega à reculer sur ce point avec le gros de son armée et à confiner ses opérations dans un cercle dans lequel le feu de ces forts ne pouvait lui être d'aucune utilité, non plus que pour les troupes combattant sous ses ordres.

« On donne encore une autre raison de la reddition d'Ortega. Le général Comonfort de qui il avait reçu de temps en temps quelques approvisionnements, ayant été défait dans la nuit du 8 et celle du 9 mai par le général Bazaine, les Français avaient pu établir un cordon plus étroit autour de la ville et intercepter par une approche graduelle, non-seulement l'arrivée des

provisions, mais encore les eaux fournies par les rivières Atoyac et Rio-Prieto. On croit aussi généralement que, après 53 jours de défense héroïque, et après avoir éprouvé des privations de toute sorte, les soldats d'Ortega étaient tellement épuisés par le manque de vivres et d'eau, qu'il lui était impossible de tenir plus longtemps sans être exposé à voir ses troupes se mutiner.

« On dit que l'aide-de-camp du général Ortega a accompagné à Vera-Cruz l'escouade de chasseurs français qui a apporté la nouvelle de la prise de Puebla, et que c'est cet aide-de-camp lui-même qui a donné avis de la prise de la ville au ministre mexicain à Washington, lequel est parfaitement informé du fait. »  
(Courrier des Etats-Unis.)

### DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Cracovie, 17 juin.

Les communications télégraphiques sont presque partout rompues en Pologne.

Le gouverneur général de la Lithuanie, Mourawiew, a fait jeter dans les casernes de Vilna un grand nombre de femmes en les menaçant de mort si leurs maris ne quittent pas les rangs des insurgés pour venir se livrer aux autorités russes.

Londres, 18 juin.

Le Morning-Post publie un troisième rapport officiel du gouvernement national de Pologne sur les événements de Lithuanie. Ce rapport constate que le général Mourawiew a ordonné de nombreuses exécutions de prêtres et de nobles et commis des atrocités inouïes.

Londres, 19 juin.

Le Morning-Post voit dans la visite du duc de Cobourg à Vienne la preuve qu'un rapprochement s'est effectué entre le parti libéral allemand et l'Autriche. L'opinion publique en Allemagne, dit le journal anglais, doit soutenir la politique polonoise de l'Autriche. Il n'est pas probable que les puissances occidentales se tiennent pour satisfaites d'une réponse évasive de la Russie. La conduite barbare du général Mourawiew justifie une intervention. Il peut se former une coalition devant laquelle toute résistance de la Russie serait impossible et qui permettrait sans guerre la reconstitution de la Pologne. Les procédés atroces de la Russie pourraient décider les puissances à envoyer à Saint-Petersbourg des Notes déclarant qu'elles ne reconnaissent plus le gouvernement russe en Pologne. Cette déclaration conduirait le mouvement polonois à bonne fin. Elle aurait pour résultat immédiat le changement de la politique de l'Autriche sur la frontière gallicienne. Si l'Autriche est prête à agir d'accord avec la France et l'Angleterre, elle devra, à cause de sa position géographique, prendre des mesures énergiques.

Londres, 19 juin.

On lit dans le Daily-News : Les six points recommandés par les puissances à la Russie ne pourraient pas, s'ils étaient accordés, satisfaire la Pologne. Le régime constitutionnel en Pologne est impossible avec la Russie despotique. Le parlement britannique rendrait le plus grand service à la Pologne en votant l'adresse à la Reine qui demande à S. M. de déclarer que l'Angleterre ne reconnaît plus les droits souverains de la Russie en Pologne.

### CHRONIQUE LOCALE ET DÉPARTEMENTALE.

On écrit de Bruxelles que M. le ministre des travaux publics vient de signer avec MM. Marchal et Herla, la convention qui, sauf ratification par la législature, leur accorde la concession du chemin de fer d'Ostende à Armentières par Thourout, Ypres et Warneton.

Il a été rendu par la cour de Grenoble, en matière de contributions directes, un arrêt dont la connaissance peut être de quelque intérêt pour le public.

Le sieur Bouvier avait vendu un paquet de vingt-cinq cigares des manufactures impériales. Traduit pour ce fait devant le tribunal de Grenoble, il avait été acquitté. La cour, sur l'appel, a jugé que la vente des tabacs étant monopolisée réservée au profit de l'Etat, la revente doit être interdite à toute personne qui n'est pas agent de l'administration, que la tolérance accordée, par exemple, aux cafés, ne pouvait constituer un droit contre l'administration. En conséquence, elle a condamné Bouvier à 300 fr. d'amende.

L'administration des tabacs vient de prendre une mesure qui plaira aux consommateurs : les débits de tabacs pourront dorénavant livrer au public des paquets de tabacs à fumer de 100 grammes (1 fr.). Jusqu'à présent, les moindres paquets étaient de 200 grammes (2 fr.).

A l'approche des grandes chaleurs, il n'est pas rare d'entendre parler de chiens atteints d'hydrophobie : aussi lisons-nous dans quelques journaux que plusieurs graves accidents ont déjà été signalés. Il n'est donc pas inutile de rappeler les précautions recommandées chaque année par l'administration au sujet des chiens, les animaux les plus exposés à la terrible contagion de la rage.

On sait que le remède le plus préconisé pour combattre les effets mortels du virus rabique est l'application d'un fer rouge sur la morsure, mais ce remède est si douloureux qu'on ne doit rien négliger pour arriver à une médication moins cruelle : aussi croyons-nous devoir signaler un moyen plus doux recommandé par un médecin-vétérinaire allemand, M. Hildebrand, de Magdebourg :

« Le virus rabique, dit M. Hildebrand, qui est communiqué par la morsure des chiens enragés, se décompose au contact de l'eau chaude. Chargé dans mon canton d'examiner tout chien qui a mordu quelqu'un, je suis ordinairement instruit un des premiers de ces accidents.

Je prescris de laver et baigner aussitôt la morsure avec de l'eau chaude, jusqu'à l'arrivée du médecin. Dans l'espace de vingt-cinq années, vingt et quelques personnes ont été mordues, dans le canton de Magdebourg, par des chiens enragés, et aucune n'a été atteinte de l'affreuse maladie de la rage.

M. Hildebrand attribue cet heureux résultat à l'emploi de l'eau chaude, et il croit que l'application d'un fer rouge n'est plus nécessaire quand la cure a été commencée à temps par le moyen qu'il indique ; il suffit alors, selon lui, de laver la plaie, à l'aide d'un pinceau, avec une solution un peu concentrée de potasse caustique, et de l'enduire, d'après Renner, de beurre d'antimoine.

Il est à souhaiter, dans l'intérêt de l'humanité, que nos praticiens parviennent à s'assurer de l'efficacité de la médication proposée.

Nous avons tardé à reproduire les réclamations qui nous ont été adressées à propos du service du chemin de fer du Nord, pendant les fêtes de Lille.

Plus de dix lettres nous sont parvenues. Nous avons voulu vérifier l'exactitude de tout, de l'ensemble. Ne pouvant publier les dix lettres, nous en résumons l'esprit.

Il y a unanimité sur un point : c'est que le service laissait grandement à désirer et était même, on peut le dire, fort mal organisé.

Nous n'attaquons pas ici la bonne volonté des chefs locaux ; ils font ce qu'ils peuvent pour arriver à un bon résultat. Mais ils ont à lutter contre l'insuffisance du matériel, celle encore plus grande du local. Une ville comme Lille mérite autre chose que l'espèce de grange qu'on décore du nom de gare.

Il est à désirer que l'autorité réclame d'autres bâtiments. L'état actuel est une honte pour la Compagnie. C'est une habitude qu'on ne peut s'expliquer que par les habitudes plus que parcimonieuses de la ligne du Nord.

Nous relevons en masse la somme des griefs.

D'abord les trains étaient insuffisants pour les voyageurs.

Ceux qui se rendaient simplement à Lille ont attendu longtemps à chaque départ ; c'était un inconvenant qu'on devait éviter. Le voyageur qui allait soit à Paris, soit à Calais, pour ses affaires, éprouvait plus qu'un désagrément, ne pouvant prendre le train régulier, à cause du manque de places, il était exposé à manquer avec la correspondance de Paris ou de Londres, la conclusion d'une affaire importante.

Les trains réguliers devaient donc avoir le nombre nécessaire de voitures pour contenir et emmener au moins les voyageurs allant au-delà de Lille.

Quant aux promeneurs, on leur doit aussi en pareil cas toutes les facilités possibles si l'on ne veut pas éloigner les étrangers des fêtes locales.

Le voyage de Tourcoing et de Roubaix à Lille, était une véritable corvée, et même un danger.

Le local est insuffisant à Lille, — c'est un tort — ce n'est pas une excuse, le matériel manque, c'est une faute.

Dans tous les cas, il est possible de remédier à ces défauts de construction, les gares de Versailles les jours de fête, voient passer plus de voyageurs que la gare de Lille, et l'on ne risque pas là d'être étouffé, écrasé pendant plusieurs heures avant de partir.

C'est ce qui est arrivé à Lille au retour. Autre question, secondaire si l'on veut, mais appréciable cependant.

Un grand nombre de personnes ayant des billets de première classe ont été placées en troisième.

Elles ont dû réclamer énergiquement pour être remboursées de la différence.

En revanche, d'autres ayant pris des billets de troisième classe, et montant en seconde par ordre des employés qui n'avaient plus à leur disposition de voitures de 3<sup>e</sup> classe, payaient immédiatement un supplément.

A notre avis ce supplément ne devait pas être perçu. Ces personnes n'ayant changé de classe que contre leur gré et sur l'ordre du service. Il y a là plus qu'une injustice.

Nous le répétons, et là est surtout l'incurie de l'administration ; les abords de la gare de Lille trop encombrés, offraient un danger réel.

Des maris séparés de leurs femmes, des enfants perdus par leurs bonnes, et presque écrasés, un citoyen parfaitement honorable conduit au violon comme un malfaiteur ; tous ces faits peuvent être évités par un service mieux ordonné et l'établissement de quelques barrières de plus.

Dans ces jours où l'on doit présumer une affluence considérable il faudrait organiser une commission chargée de veiller à tout.

Il nous semble qu'une compagnie comme celle du Nord peut subvenir largement aux besoins de populations comme celles de Roubaix et de Tourcoing. Ces deux villes donnent grandement leur contingent de voyageurs et de marchandises, l'administration devrait y songer.

Nous avons résumé à peu près textuellement les plaintes qui nous sont parvenues ; l'expérience du passé nous fait craindre de prêcher dans le désert. Lutter contre un monopole est inutile, mais nous avons cru devoir signaler à l'autorité des abus qu'elle doit faire disparaître, c'est son droit, c'est son devoir. J. REBOUX.

Dans son audience du 18 juin, le Tribunal correctionnel de Lille, a condamné à six mois prison la nommée Sophie Huriau pour escroquerie commise au préjudice de M. Scrépel-Roussel.

ROBERT HELLER.

(La suite au prochain numéro.)

### COFFRES - FORTS,

SYSTÈME GRUSON.

Les véritables progrès réalisés dans la construction des coffres-forts ont engagé les chefs de maison à faire l'acquisition de ce meuble qui est aujourd'hui tout-à-fait indispensable.

Mais en cherchant à en propager l'usage, on a eu le tort immense, sous prétexte de le vendre à très bon marché, de ne livrer au commerce que des caisses fort peu solides et qu'il est impossible, en cas d'incendie, de préserver de l'action des flammes.

Tout ce qui est fabriqué dans ce genre, même à Paris, laisse en général beaucoup à désirer : cela peut être fort remarqué au premier coup d'œil, mais ce sont des meubles qui ne sont qu'apparences, qui manquent de poids et par conséquent de solidité.

Frappés des inconvénients qui résultaient pour l'acheteur dans le choix de coffres-forts incomplets et ne pouvant aucunement offrir de garantie, M. Gruson, rue Négrier, près l'Esplanade, à Lille, s'est appliqué à donner à ses travaux tous les soins qu'exigent la parfaite exécution et l'entière sécurité que sont en droit de réclamer ses clients.

Toutes les grandes maisons de commerce ont fait choix d'un coffre-fort système Gruson, parce qu'il réunit la solidité dans le mécanisme, la facilité dans le changement des mots et que tout a été prévu par lui pour faire de ces meubles (genre secrétaires, armoires à glace, etc.), de véritables chefs-d'œuvre.

M. GRUSON expédie pour l'exportation et donne aux coffres-forts toutes les formes qu'on lui indique. Ses magasins sont situés rue Négrier, près l'Esplanade, à Lille.

2363

de jalousie déguisée. Joséfa, eût souffert de voir l'amour de Rodriguez, cet amour si digne d'envie, devenir le partage de toute autre que Paula, qu'elle en jugeait la plus digne.

« Vous êtes la fiancée de don Escudéro, je le sais, reprit-elle. Mais être sa fiancée, ce n'est pas encore être sa femme. Si je le connaissais, peut-être parerais-je autrement ; car vous ne l'auriez pas choisi s'il n'avait point d'éminentes qualités. Pourtant, je ne crois pas qu'il existe un autre homme qui réunisse aussi complètement que don Rodriguez toutes les qualités de son sexe.

« Mais toi-même, Joséfa, tu l'aimes ! s'écria Paula effrayée.

« Pourquoi ne l'aimerais-je point, puisqu'il me traite de sœur ? dit la mulâtresse avec un accent de conviction enfantine et en arrêtant avec calme son regard rêveur sur celui de Paula.

« Tes paroles trahissent autre chose que l'amour fraternel ; elles trahissent un amour qui peut te rendre fort malheureuse.

« Malheureuse ? L'affection que j'éprouve ne me rendrait malheureuse que si je voyais souffrir le marquis. Alors je ressentirais sa douleur dix fois plus que lui-même. Me supposez-vous donc des desirs puerils, insensés, de folles illusions ? Serais-je assez imprudente pour attirer votre attention sur ses mérites, si j'étais éprise de lui ?

« Tu es jeune, inexpérimentée ; tu n'as pas toi-même conscience de tes mobiles. Tu as, te dis-je, de l'inclination pour lui ; et crois-tu donc que je puisse t'en vouloir pour cela ?

« Certainement, si vos dispositions étaient fondées. Mais, pour vous convain-

cre de votre erreur, je vous dirai que don Rodriguez vous aime.

« Impossible ! s'écria Paula, se cachant le visage dans ses deux mains.

« Il vous aime ; et j'ai deviné depuis longtemps, et aujourd'hui j'en suis sûre comme de ma sainte foi.

« Enfant ! ton imagination égare ta raison, murmura Paula très-agitée. Voyons, de quels indices as-tu tiré cette conclusion invraisemblable ? Raconte-moi tout, parle vite.

« Vous aurez ma confiance si vous m'accordez la vôtre.

« Ne t'ai-je pas toujours traitée en amie depuis le premier jour de notre connaissance ?

« Oh ! si, je l'avoue, répondit Joséfa en passant un bras autour du cou de la jeune comtesse. Mais vous n'avez jamais été franche ni expansive avec moi en ce qui concerne don Rodriguez. »

Paula répondit à cette accusation par un coup d'œil de reproche ; mais Joséfa poursuivit sans se déconcerter :

« Avouez-moi que vous l'aimez, et je n'aurai plus de secret pour vous.

« Je ne pardonne qu'à ton extrême jeunesse le langage que tu me tiens, dit Paula avec une sincère indignation. Si tu étais capable de juger des devoirs que contracte une fiancée, je m'offenserais sérieusement de tes paroles. »

La mulâtresse recula d'un air boudeur ; elle ne comprenait pas le mécontentement de son amie. Elles furent quelque temps sans échanger une parole, chacune des deux attendant que l'autre avouât son tort ou fit du moins une avance. Enfin Joséfa reprit :

« Quand donc ont eu lieu vos fiançailles avec don Escudéro ? A cette époque,

connaissiez-vous déjà don Rodriguez ?

« Je ne connaissais encore que mes parents, car j'étais toute petite fille, et Escudéro habitait Vénézuéla ou Carthagène. Son père et le mien jugèrent cette union convenable et nous fiancèrent.

« Si j'avais le bonheur de posséder un père, j'accepterais tout de sa main, jusqu'à mon mari. Seulement, je voudrais l'avoir choisi moi-même.

« La famille d'Escudéro est très-considérée ; ses ancêtres occupaient les plus hautes charges de la province, et Escudéro lui-même, malgré sa destitution à Caracas, est réservé à une carrière brillante.

« Cela ne suffit point pour le faire aimer, interrompit Joséfa en souriant, et vous ne mentionnez sans doute ces avantages que faute d'avoir rien de mieux à dire à sa louange.

« Joséfa, mon indulgence finira par se lasser, pour peu que tu continues.

« Dieu m'est témoin que je cherchais plutôt à vous faire plaisir qu'à vous causer de la contrariété ou du chagrin ! dit Joséfa d'un ton affectueux. Quel est le prénom de don Escudéro ? »

Paula réfléchit, hésita. Elle connaissait ce prénom comme le premier mot de sa prière quotidienne, et néanmoins il lui échappait pour le moment. Elle s'en effraya ; son hésitation lui parut ressembler à l'aveu d'une faute, et son visage s'enflamma d'une éclatante rougeur. La mulâtresse avait trop de délicatesse pour abuser de cet avantage. Elle feignit de ne rien voir, changea d'entretien et parla de choses indifférentes. Mais la lute intérieure que sa question avait soulevée en Paula n'était pas si facile à apaiser. La

jeune comtesse eut beau se détourner ; elle ne put cacher l'émotion qui rendait sa poitrine palpitante. Tout à coup Joséfa, se jetant à genoux devant elle, lui saisit les deux mains, les pressa contre son cœur et s'écria d'un ton suppliant :

« Ne m'en veuillez point, dona Paula ! Pardonnez et oubliez, comme je l'oublie moi-même, mon impertinent bavardage. Ne pleurez pas, ou vous allez me voir fondre en larmes. Ah ! je vous aime tant ; vous et don Rodriguez, voilà les personnes que j'aime le plus au monde, j'en excepte à peine la mère qui m'a élevée. Regardez-moi affectueusement comme à l'ordinaire. Je ne hasarderai plus jamais une parole ni un geste qui puisse vous offenser. »

Paula sourit à travers ses larmes. Mais la mulâtresse continua de l'accabler de prières et de câlineries ; puis elle la décida à quitter son siège et à faire quelques tours de jardin bras dessus bras dessous avec elle. Il ne fut plus question de Rodriguez ni d'Escudéro. Joséfa sentait que la plus légère allusion à ce sujet pénible porterait un coup à la sensibilité de Paula ; elle s'abstint d'y revenir, et la jeune comtesse recouvra peu à peu sa sérénité.

Les deux amies allèrent rejoindre dona Madalena, et la bonté, la douceur, la bienveillance de la marquise achevèrent d'apaiser l'orage qui agitait le cœur de Paula. Rodriguez rentra de bonne heure. Son heureux étoile lui avait fait quitter plus tôt que de coutume le palais du gouvernement. Il s'était présenté chez la comtesse del Tesoro ; là il avait appris qu'elle était trop souffrante pour le recevoir, et que sa fille se trouvait en ce moment auprès de la marquise de Valida. A cette nouvelle, il avait éperonné son che-